

Le projet radical, une alternative à gauche

Pour gagner en 2012, la gauche devra sortir de ses ambiguïtés, revenir aux sources de son engagement et proposer aux Français un programme qui réponde à la gravité de la situation et à leur profonde aspiration à la justice et au changement.

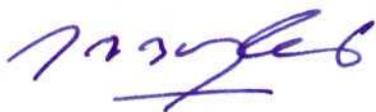
Nous ne pouvons plus nous contenter de vieux réflexes et de remèdes éculés, devenus inefficaces. Il nous faut inventer de nouvelles régulations, mettre en place de nouvelles solidarités, et surtout promouvoir un nouveau modèle de développement, juste et durable.

Libres de tout passif idéologique mais porteurs du grand héritage républicain, humaniste et laïc, les radicaux sont depuis toujours à l'avant-garde sur les questions économiques, de société et la défense des libertés publiques. Inventeurs de la primaire ouverte,

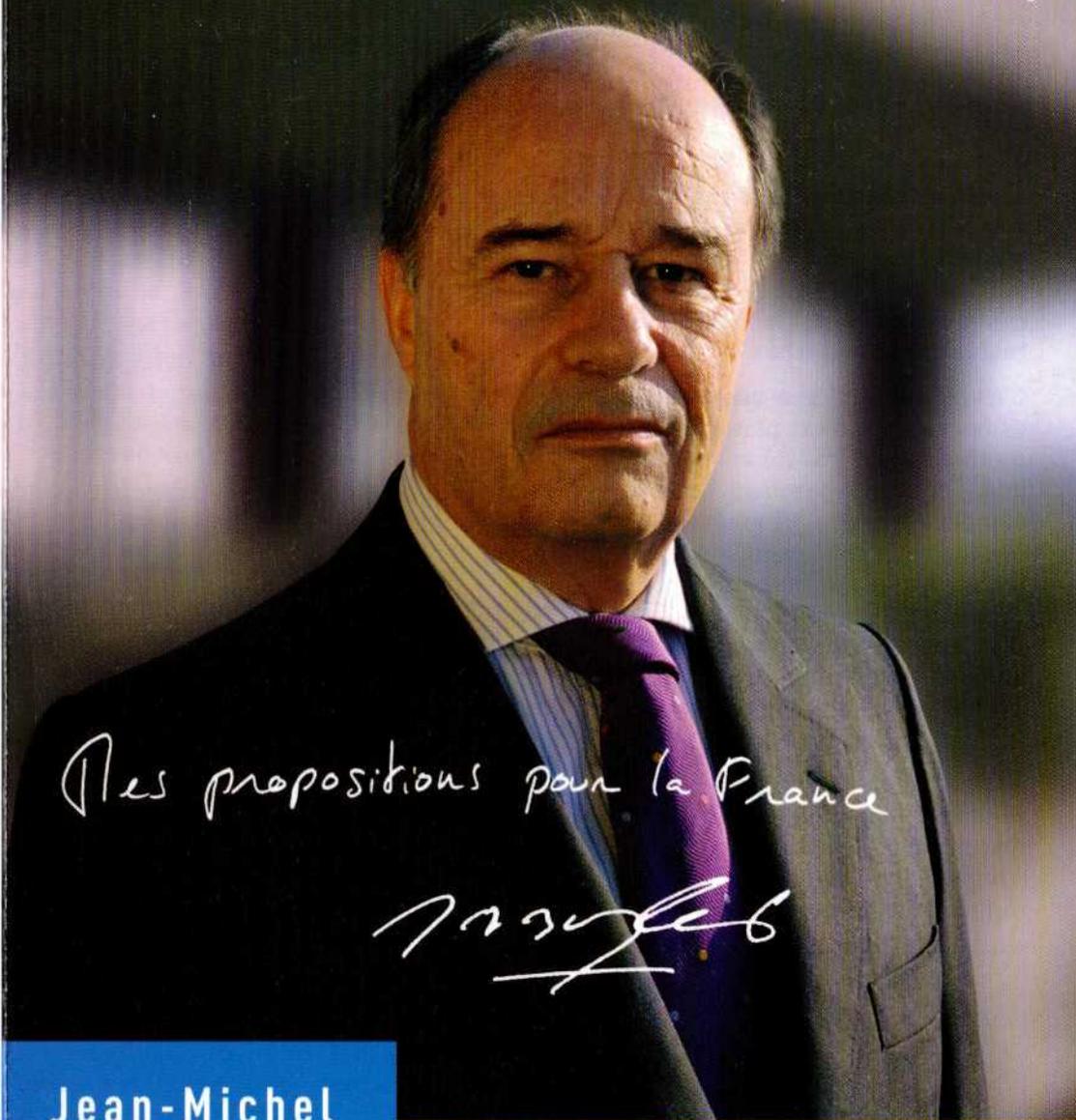
ils ont été les premiers à proposer la VI^{ème} République, les premiers à proposer une grande réforme fiscale, et les premiers à mettre la régulation financière et l'économie sociale au cœur de leur projet.

Aujourd'hui encore, la spécificité du projet radical reste entière. Elle s'appuie sur une analyse lucide et réaliste de la crise et de la société, soucieuse de tirer toutes les conséquences des grandes évolutions de ces dernières années.

Pour faire face à ces bouleversements, je propose aux Français trente mesures, qui sont la raison d'être de notre engagement et de la candidature du PRG aux primaires citoyennes.



Primaires citoyennes 9 et 16 octobre



Jean-Michel
BAYLET
Président du PRG

L'audace à gauche

www.jeanmichelbaylet.fr

Flashez ce QR Code



<http://www.facebook.com/JeanMichelBaylet> 

<https://fr.twitter.com/JMBaylet> 

www.jeanmichelbaylet.fr

La solution aux crises économiques et financières passe par une Europe forte

La crise de la zone euro est avant tout une **crise économique et de gouvernance**, qui traduit l'absence de politique économique au niveau communautaire et le **défait de régulation des marchés**.

C'est également une **question de démocratie**. Il n'est plus possible de continuer à transférer toujours plus de pouvoirs au niveau européen sans soumettre les institutions communautaires à une responsabilité renforcée devant le Parlement européen.

Les radicaux de gauche proposent de mettre en place une politique européenne commune de la zone euro.

Notre objectif est bien un **véritable gouvernement fédéral**, responsable devant le Parlement européen et doté d'un budget communautaire.

Parmi les premières mesures de réarmement économique de l'Europe, nous proposons :

- **De taxer** fortement les **transactions financières** sur les dettes souveraines au niveau européen.
- **D'encadrer la spéculation** et de réglementer les activités financières aux niveaux national et européen.

L'union républicaine pour le redressement national

Devant l'ampleur de la crise, les Radicaux ne croient pas au succès d'une solution partisane. Un rassemblement national est nécessaire pour mobiliser le pays.

Nous proposons, dès l'été 2012, de convoquer une **Conférence nationale de redressement** pour définir un plan de relance et d'assainissement des finances publiques. **La priorité sera de rééquilibrer notre système fiscal en réformant à la fois les impôts d'Etat, les cotisations sociales et les impôts locaux.**

Nous proposons de **simplifier notre fiscalité** grâce à deux **impôts progressifs sur les ménages et sur les sociétés**, ainsi qu'un élargissement des cotisations sociales à la valeur ajoutée des entreprises pour **baïsser le coût du travail**.

Il s'agit de repenser entièrement notre fiscalité avec 4 objectifs : **solidarité, justice, emploi et croissance.**

Une économie compétitive pour créer des emplois et maîtriser la mondialisation

Le grand enjeu de 2012 sera surtout de **retrouver la croissance**. C'est la condition de la protection de nos emplois, de notre pouvoir d'achat et du maintien de notre modèle social. La gauche doit d'abord relever le défi de la mondialisation, s'ouvrir sur les réalités économiques et considérer la compétitivité de notre pays et de nos entreprises comme une priorité.

Pour cela, il faudra mettre en œuvre une réforme structurelle des marchés français pour **protéger le pouvoir d'achat** face aux surprofits des intermédiaires (grande distribution, compagnies pétrolières, etc.) qui alimentent l'inflation des produits de base et accaparent les bénéfices de la mondialisation.

Une **réforme du marché agricole** sera également nécessaire afin de contrebalancer sa libéralisation.

Parce qu'une économie moderne ne peut être qu'une économie verte, les radicaux de gauche souhaitent la création d'un **pôle public de l'énergie** permettant au gouvernement de reprendre en main la politique énergétique de la France et de piloter sa transition vers les énergies renouvelables.

Cette modernisation de l'économie doit s'accompagner d'un **effort national en faveur de la recherche** et de l'innovation qui sont les éléments clés de la compétitivité du pays.

Les **PME, créatrices d'emploi, doivent également être soutenues**. Nous proposons par exemple de leur réserver une part de la commande publique et du crédit bancaire.

Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires

Ces dix dernières années ont marqué le grand retour des privilèges sociaux et des inégalités. Il est urgent de réagir face à la **dégradation des services publics de santé, de sécurité et de l'éducation**.

Nous proposons :

- Un plan de **modernisation des services publics de proximité** assorti d'un **moratoire** sur la fermeture des services publics locaux.
- De lutter contre la **précarité des jeunes** par l'extension du RSA.
- De **refonder l'école au service de l'intégration républicaine**.
- De lutter contre la précarité des 800.000 contractuels de la fonction publique par un véritable plan de titularisation.

La France a soif de libertés

Pour redonner vie à notre démocratie nous proposons

- Une réforme constitutionnelle conduisant à une **VI^{ème} République**.
- Une **nouvelle décentralisation** au service des libertés locales.

Nous proposons également d'inscrire dans la loi de nouvelles libertés individuelles :

- Le **droit de mourir librement** dans la dignité.
- **L'égalité des droits** pour les couples de même sexe.
- Une **politique sécuritaire de proximité**.
- Le renforcement des **droits de la défense** dans le système judiciaire.